

www.coe.int/cybercrime

Strasbourg, le 3 juin 2025

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

T-CY (2025)6

Comité de la convention sur la cybercriminalité (T-CY)

T-CY 32

**Rapport sur la 32^{ème} séance plénière du comité de la convention sur la
cybercriminalité**

Strasbourg, 2 - 3 juin 2025

32^{ème} Réunion Plénière du T-CY

Strasbourg, France, 2 – 3 juin 2025

1. Introduction

La 32^{ème} plénière du Comité T-CY, réunie à Strasbourg les 2 et 3 juin 2025, était présidée par Pedro Verdelho (Portugal).

Quelque 205 représentants de 73 Parties et de 16 États observateurs, ainsi que de 5 organisations internationales et de 3 comités du Conseil de l'Europe ont participé en personne (180) ou en ligne (25) à cette réunion.

La plénière T-CY a été précédée d'une réunion du groupe de travail T-CY sur l'intelligence artificielle le 1er juin et suivie de la conférence Octopus du 4 au 6 juin 2025.

2. Décisions

Le T-CY a décidé :

Point 1 - Ouverture de la 32^{ème} session plénière et adoption de l'ordre du jour

- Souligner que la coopération dans le cadre de la Convention sur la cybercriminalité est aujourd'hui plus pertinente que jamais compte tenu des défis internationaux actuels - tels que les menaces pour la paix, la sécurité, la démocratie, la justice et les droits humains - qui peuvent être accompagnés par la cybercriminalité et les menaces qui y sont liées.

Point 2 - État des signatures, ratifications et adhésions à la convention sur la cybercriminalité et à ses protocoles

- De noter l'intérêt croissant des États du monde entier pour l'adhésion à la Convention sur la cybercriminalité (STE 185) et à ses Protocoles sur la xénophobie et le racisme (STE 189) et sur la preuve électronique (STCE 224), comme en témoignent les adhésions et les demandes d'adhésion au cours des derniers mois.
- Se féliciter de l'adhésion, depuis la dernière plénière, du Rwanda à la Convention sur la cybercriminalité et au premier Protocole additionnel sur la xénophobie et le racisme (STE 189).
- Encourager les Parties à la convention sur la cybercriminalité à adhérer au premier Protocole.
- Se féliciter de la signature par la Lettonie du deuxième Protocole additionnel à la Convention sur la cybercriminalité (STCE 224) depuis la dernière session plénière.
- Encourager toutes les Parties à la Convention à signer et à ratifier ce deuxième Protocole dès que possible afin que les praticiens puissent disposer des outils qu'il contient et, à cet égard, rappeler que des projets de renforcement des capacités sont disponibles pour soutenir la mise en œuvre de ce Protocole.
- Rappeler aux États les déclarations obligatoires à faire concernant les autorités en vertu des articles 24 (extradition), 27 (entraide) et 35 (point de contact 24/7) lors du dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion à la Convention sur la cybercriminalité.
- Encourager les représentants du T-CY à soutenir le processus de consultation concernant les demandes d'adhésion conformément au plan de travail du T-CY.

- Rappeler que les invitations à adhérer sont valables pour une période de cinq ans et qu'une fois qu'un État a adhéré à la Convention, l'adhésion au premier Protocole ainsi que la signature et la ratification du deuxième Protocole sont possibles à tout moment.

Point 3 - Informations fournies par les parties et les observateurs

- Nous nous félicitons des informations fournies par l'Albanie, Antigua-et-Barbuda, l'Argentine, l'Arménie, l'Australie, l'Azerbaïdjan, la Belgique, le Bénin, la Bosnie-et-Herzégovine, le Brésil, le Cabo Verde, le Cameroun, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, la Côte d'Ivoire, la République dominicaine, l'Équateur, Fidji, la France, le Ghana, la Grenade, le Guatemala, l'Italie, le Japon, le Kazakhstan, le Kenya, Kiribati, la Corée, la Malaisie, le Malawi, le Mexique, la Moldavie, Monaco, le Maroc, le Mozambique, les Pays-Bas, le Nigeria, la Macédoine du Nord, le Panama, le Pérou, les Philippines, le Portugal, São Tomé et Príncipe, le Sénégal, la Serbie, la Sierra Leone, les Seychelles, l'Espagne, le Sri Lanka, le Timor Leste, Tonga, Trinidad et Tobago, la Tunisie, la Türkiye, l'Ukraine, le Royaume-Uni, l'Uruguay, les Etats-Unis et le Vanuatu ainsi que l'Union européenne (Commission et EUROJUST), le South-east European Law Enforcement Centre (SELEC), le Comité d'experts du Conseil de l'Europe sur la coopération judiciaire internationale en matière pénale (PC-OC).
- Noter l'augmentation considérable de l'utilisation des outils de la Convention sur la cybercriminalité pour les enquêtes et les poursuites dans les Parties et la coopération entre celles-ci.
- Noter qu'une grande partie des progrès réalisés par les parties et les observateurs est due aux activités de renforcement des capacités menées par le Bureau du programme sur la cybercriminalité du Conseil de l'Europe (C-PROC).
- Souligner que les dispositions de droit pénal - y compris les lois sur la cybercriminalité - qui restreignent la liberté d'expression doivent respecter les droits humains et l'État de droit.

Point 4 - Deuxième Protocole sur la coopération renforcée et la divulgation des preuves électroniques (STCE 224)

- Souligner la pertinence des outils du deuxième Protocole pour une réponse efficace de la justice pénale aux défis de la cybercriminalité et des preuves électroniques.
- Se féliciter de la signature imminente du deuxième Protocole par d'autres États.
- Se féliciter des mesures prises par les parties pour mettre en œuvre les dispositions du deuxième Protocole dans leur droit interne.
- Encourager les Parties à la Convention à accélérer le processus de ratification afin que le présent Protocole puisse entrer en vigueur dès que possible.
- Noter que les projets de renforcement des capacités du C-PROC sont disponibles pour soutenir les États dans la mise en œuvre de ce Protocole.

Point 5 - Renforcement des capacités

- Noter avec satisfaction les réalisations du Bureau du programme sur la cybercriminalité du Conseil de l'Europe (C-PROC) en Roumanie et souligner l'impact du renforcement des capacités sur la mise en œuvre de la Convention sur la cybercriminalité et de ses Protocoles et sur les capacités de la justice pénale en matière de cybercriminalité et de preuves électroniques dans de nombreux États.

- Se féliciter des liens étroits entre le T-CY et les activités de renforcement des capacités du C-PROC, qui complètent et soutiennent le T-CY.
- Remercier le Canada, le Japon et le Royaume-Uni pour leurs récentes contributions volontaires et l'Union européenne pour le cofinancement de projets communs.
- Inviter les membres du T-CY et d'autres donateurs et organisations à s'associer au C-PROC et à envisager des contributions volontaires afin de permettre la poursuite des projets actuels et le lancement de nouveaux projets par le C-PROC.

Point 6 - Ressources financières du T-CY

- Prendre note que le T-CY est partiellement financé par le budget ordinaire du Conseil de l'Europe mais qu'il repose également sur des contributions volontaires étant donné que de nombreuses Parties à la Convention ne sont pas membres du Conseil de l'Europe et, par conséquent, ne contribuent pas au budget ordinaire de l'organisation.
- Par conséquent, encourager fortement les Parties et les observateurs du T-CY à fournir des contributions volontaires au projet Octopus - conformément à la décision prise par le T-CY en 2013 et comme prévu à l'article 12.1 du règlement intérieur du T-CY - afin de permettre le fonctionnement du T-CY en 2025 et 2026.

Point 7 - Groupe de travail sur l'intelligence artificielle

- Se féliciter du lancement des travaux du groupe de travail T-CY sur l'intelligence artificielle et prendre note de la mise à jour fournie par Gareth Sansom (Canada), président du groupe de travail.
- Encourager le C-PROC à s'engager dans le renforcement des capacités en matière de cybercriminalité, de preuves électroniques et d'intelligence artificielle, en liaison avec le groupe de travail T-CY sur l'intelligence artificielle, afin de garantir une approche ciblée et cohérente.

Point 8 - Les biens virtuels et la pertinence de la Convention sur la cybercriminalité et de son deuxième Protocole

- Remercier les membres du T-CY et les observateurs pour leurs réponses au questionnaire ;
- Inviter le Bureau et le Secrétariat du T-CY à préparer - en coopération avec le C-PROC - un projet d'étude cartographique sur les biens virtuels et la pertinence de la Convention sur la cybercriminalité et de son deuxième Protocole, pour examen par le T-CY 34 (mi-2026) ;
- Inviter les parties à fournir au bureau et au secrétariat du T-CY des informations supplémentaires, le cas échéant.

Point 9 - Notes d'orientation

- Prendre note du rapport d'information sur les "informations spontanées" préparé par le Secrétariat T-CY et le C-PROC.
- Inviter les membres du T-CY à confirmer par procédure d'approbation tacite avant le 25 juin 2025 leur accord sur le projet de Note d'orientation relative à l'article 26 de la Convention sur les "informations spontanées", tel qu'il a été examiné lors de la 32^{ème} session plénière.

Point 10 - Cyberviolence

- Dans le prolongement de l'étude cartographique de T-CY sur la cyberviolence préparée en 2018, adopter un questionnaire pour recueillir des informations sur la législation et les politiques pénales nationales relatives à la cyberviolence en vue de :
 - aider les Parties actuelles et futures à la Convention sur la cybercriminalité qui ont l'intention de traiter les infractions liées à la cyberviolence dans leur droit interne ;
 - la mise à jour de la [ressource sur la cyberviolence](#) en ligne du Conseil de l'Europe.
- Inviter les membres du T-CY et les États observateurs à soumettre des réponses consolidées au secrétariat du T-CY avant le 30 septembre 2025.

Point 11 - Processus des traités de l'ONU

- Prendre note des intentions des parties et des États observateurs du T-CY concernant la signature à Hanoi, au Viêt Nam, en octobre 2025, de la "Convention des Nations Unies contre la cybercriminalité ; Renforcement de la coopération internationale pour la lutte contre certaines infractions commises au moyen de systèmes d'information et de communication et pour la communication de preuves sous forme électronique d'infractions graves".
- Noter que ce traité est largement cohérent avec la Convention sur la cybercriminalité (Convention de Budapest) et comprend des garanties en matière de droits humains et d'État de droit, tout en prenant note des préoccupations soulevées par la société civile, l'industrie et d'autres parties prenantes.
- Soutenir l'implication des parties prenantes dans les futurs travaux liés au traité des Nations unies.
- Considérer que les synergies possibles entre la Convention sur la cybercriminalité et le traité des Nations unies devraient être explorées, y compris en ce qui concerne les activités de renforcement des capacités.

Point 12 - Fonctionnement du réseau 24/7 de points de contact et du répertoire des autorités pour l'extradition et l'assistance mutuelle

- Se féliciter que des points de contact 24/7 soient en place dans toutes les parties actuelles à la Convention, que presque toutes soient en mesure de répondre rapidement et, en particulier, de l'utilisation opérationnelle croissante du réseau et du niveau de coopération entre ses membres.
- Inviter les membres du T-CY à assister le secrétariat du T-CY en cas de problèmes liés au fonctionnement des points de contact.
- Souligner que les projets mis en œuvre par le C-PROC sont disponibles pour mettre en place ou renforcer les capacités des points de contact 24/7, si nécessaire.
- Accueillir favorablement le répertoire complémentaire des autorités chargées de l'entraide (article 27) et de l'extradition (article 24) en vertu de la Convention sur la cybercriminalité, préparé par le Secrétariat T-CY, et inviter les Parties qui ne l'ont pas encore fait à fournir les informations nécessaires pour compléter le répertoire d'ici le 1er septembre 2025.
- Noter que les Parties peuvent également envisager de mettre à jour leurs déclarations concernant ces autorités sur le site web du Bureau des Traités du Conseil de l'Europe.

- Examiner lors de la 33^{ème} session plénière du T-CY s'il convient de rendre le répertoire complémentaire des autorités pour les articles 24 et 27 accessible au public sur le site web du T-CY et de la division chargée de la lutte contre la cybercriminalité.

Point 13 - Réunions avec les parties prenantes

- Souligner l'importance de l'engagement avec les parties prenantes et, par conséquent, organiser une réunion avec la société civile, le secteur privé et d'autres parties prenantes concernées pour échanger des points de vue et partager des informations le 12 novembre 2025.

Point 14 - Questions diverses

- Prendre note de la [Recommandation 2292 \(2025\)](#) de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe sur " L'ingérence étrangère : une menace pour la sécurité démocratique en Europe " et du commentaire du Bureau du T-CY selon lequel le cadre de la Convention sur la cybercriminalité peut être utile pour enquêter, poursuivre et coopérer sur une telle ingérence étrangère lorsqu'elle implique des infractions contre des systèmes ou des données informatiques ou la nécessité de recueillir des preuves sur les systèmes informatiques d'une telle ingérence, comme indiqué dans la [Note d'orientation du sur l'ingérence dans les élections du T-CY](#) (disponible en anglais uniquement).

Point 15 - Date de la 33^{ème} plénière T-CY

- T-CY 33 du 12 (après-midi) au 14 novembre 2025 à Strasbourg, y compris une réunion avec les parties prenantes le 12 novembre après-midi.

Annexe

Annexe 1 : Ordre du jour

Agenda / Ordre du jour

(Please note that agenda items marked with * are for decision by the members representing contracting Parties to the Convention)

(Veuillez noter que les points de l'ordre du jour marqués d'un * doivent faire l'objet d'une décision par les membres représentant les Parties contractantes à la Convention)

Day 1 / Jour 1 ¹ 9h30	1. Opening of the 32 nd Plenary and adoption of the agenda	1. <i>Ouverture de la 32^{ème} session plénière et adoption de l'ordre du jour</i>
9h45	2. State of signatures, ratifications and accessions to the Budapest Convention and its Protocols and of participation in the T-CY Information provided by the Secretariat.	2. <i>État des signatures, ratifications et adhésions à la Convention de Budapest et à ses protocoles et de la participation au T-CY</i> <i>Informations fournies par le Secrétariat.</i>
10h00 (Break/pause 11h00)	3. Information provided by Parties and Observers Participants are invited to present information on legislative developments, major cases, important events, training provided to other countries, including by international organisations etc. Signatories and States invited to accede are invited to report on progress made towards signature, ratification or accession to the Budapest Convention on Cybercrime (ETS 185), its First Protocol on Xenophobia and Racism (ETS 189) and its Second Protocol on Enhanced Co-operation and Disclosure of Electronic Evidence (CETS 224). States and organisations are invited to submit written contributions prior to the Plenary. Parties to the Convention are encouraged to report specifically on progress made towards ratification of the Second Protocol. (Brief interventions: 2-3 minutes per intervention).	3. <i>Informations fournies par les Parties et les observateurs</i> <i>Les participants sont invités à présenter des informations sur les évolutions législatives, les grandes affaires, les événements importants, les formations dispensées à d'autres pays, y compris par des organisations internationales, etc.</i> <i>Les signataires et les États invités à adhérer sont invités à rendre compte des progrès réalisés en vue de la signature ou de la ratification de la Convention de Budapest sur la cybercriminalité (STE n° 185), de son premier protocole sur la xénophobie et le racisme (STE n° 189) et de son deuxième protocole relatif au renforcement de la coopération et de la divulgation de preuves électroniques (STCE n° 224) ou de l'adhésion à ces instruments. Les États et organisations sont invités à soumettre des contributions écrites avant la plénière.</i> <i>Les parties à la convention sont encouragées à faire rapport spécifiquement sur les progrès réalisés en vue de la ratification du deuxième protocole.</i> <i>(Interventions brèves : 2-3 minutes par intervention).</i>

¹ Indicative time / heure indicative

<p>14h30</p> <p>(Break/pause 16h00)</p>	<p>4. Second Protocol on enhanced cooperation and disclosure of electronic evidence (Action 1.1 of the T-CY workplan)</p> <p>T-CY members are invited to share information on their approaches to the implementation of Article 6 on request for domain name registration information, including:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Amendments in domestic law (e.g. would specific definitions of "entities providing domain name registration services" and "information in the entity's possession or control, for identifying or contacting the registrant of a domain name" be required under domestic law?); - Intention to make the declaration under Art. 6.6 concerning the authority designated for the purpose of consultation (and the nature of the authority considered - e.g. judicial, administrative, etc.); - Other questions/implementation challenge. <p>The Secretariat will provide an update on templates for requests and orders currently being prepared under the CyberSPEX project.</p>	<p>4. <i>Deuxième protocole sur le renforcement de la coopération et de la divulgation des preuves électroniques (Action 1.1 du programme de travail du T-CY)</i></p> <p><i>Les membres du T-CY sont invités à partager des informations sur leurs approches de la mise en œuvre de l'article 6 sur la demande d'informations sur l'enregistrement de noms de domaine, notamment :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Les modifications du droit national (par exemple, des définitions spécifiques des « entités fournissant des services d'enregistrement de noms de domaine » et des « informations en possession ou sous le contrôle de l'entité, pour identifier ou contacter le titulaire d'un nom de domaine » seraient-elles requises en vertu du droit national ?) ;</i> - <i>L'intention de faire la déclaration prévue à l'article 6.6 concernant l'autorité désignée aux fins de la consultation (et la nature de l'autorité considérée - par exemple judiciaire, administrative, etc.) ;</i> - <i>Autres questions/défis de mise en œuvre.</i> <p><i>Le Secrétariat fournira une mise à jour sur les modèles de demandes et d'ordonnances actuellement en cours de préparation dans le cadre du projet CyberSPEX.</i></p>
<p>16h15</p>	<p>5. Capacity building (Action 2.5 of the T-CY workplan)</p> <p>T-CY members and observers will be provided with an update on activities of the Cybercrime Programme Office of the Council of Europe (C-PROC) in Romania.</p>	<p>5. <i>Renforcement des capacités (Action 2.5 du programme de travail)</i></p> <p><i>Les membres et les observateurs du T-CY recevront des informations à jour sur les activités du Bureau du Programme sur la cybercriminalité du Conseil de l'Europe (C-PROC) en Roumanie.</i></p>
<p>17h00</p>	<p>6. Financial resourcing of the T-CY (Action 5.1 of the T-CY workplan)</p> <p>Information provided by the Secretariat.</p>	<p>6. <i>Ressources financières du T-CY (Action 5.1 du programme de travail)</i></p> <p><i>Informations fournies par le Secrétariat.</i></p>
<p>Day 2/jour 2</p> <p>9h30</p>	<p>7. T-CY Working Group on Artificial Intelligence (Action 4.1 of the T-CY workplan)</p> <p>The AI Working Group will provide an update on the preparation of the mapping study on AI.</p>	<p>7. <i>Groupe de travail du T-CY sur l'intelligence artificielle (action 4.1 du programme de travail du T-CY)</i></p> <p><i>Le groupe de travail sur l'IA fournira une mise à jour sur la préparation de l'étude cartographique sur l'IA.</i></p>

<p>10h30</p> <p>(Break / pause 11h00)</p>	<p>8. Virtual assets and the relevance of the Convention on Cybercrime and its Second Protocol* (Action 4.1 of the T-CY workplan)</p> <p>The Secretariat will provide an update on the ongoing work in this respect to permit the T-CY to determine the further course of action.</p>	<p>8. <i>Les biens virtuels et la pertinence de la Convention sur la cybercriminalité et de son deuxième protocole* (action 4.1 programme de travail du T-CY)</i></p> <p><i>Le Secrétariat fera le point sur les travaux en cours à cet égard afin de permettre au T-CY de déterminer les suites à donner.</i></p>
<p>11h30</p>	<p>9. Guidance Notes* (Action 2.1 of the T-CY workplan)</p> <p>T-CY members are invited to consider the draft Guidance Note on spontaneous information (Article 26) prepared by the Bureau in view of adoption (document T-CY(2025)3).</p>	<p>9. <i>Notes d'orientation* (Action 2.1 du programme de travail du T-CY)</i></p> <p><i>Les membres du T-CY sont invités à examiner le projet d'une note d'orientation sur l'information spontanée (article 26) établi par le Bureau en vue de son adoption (document T-CY(2025)3).</i></p>
<p>14h30</p>	<p>10. Cyberviolence*</p> <p>T-CY members are invited to consider a draft questionnaire to collect information on cyberviolence (document T-CY (2025)x).</p>	<p>10. <i>Cyberviolence*</i></p> <p><i>Les membres du T-CY sont invités à examiner un projet de questionnaire visant à recueillir des informations sur la cyberviolence (document T-CY (2025)x).</i></p>
<p>15h00</p> <p>(Break / pause 15h45)</p>	<p>11. UN treaty process (Action 4.3 of the T-CY workplan)</p> <p>T-CY members and observers are invited to exchange views on considerations for the signature and ratification of the "United Nations Convention against Cybercrime".</p> <p>(see also: Conventions on cybercrime: the Budapest Convention and the draft UN treaty)</p>	<p>11. <i>Processus de traité des Nations Unies (Action 4.3 du programme de travail)</i></p> <p><i>Les membres et observateurs du T-CY sont invités à échanger leurs points de vue sur les considérations relatives à la signature et à la ratification de la « Convention des Nations Unies contre la cybercriminalité ».</i></p> <p><i>(voir aussi: Conventions sur la cybercriminalité : la Convention de Budapest et le projet de traité des Nations unies)</i></p>
<p>16h00</p>	<p>12. Functioning of the 24/7 Network of contact points and Directory of authorities for extradition and mutual assistance (Action 2.3 of the T-CY workplan)</p> <p>T-CY members are invited to consider an update by the Secretariat on the functioning of the 24/7 Network of contact points and the complementary directory of authorities for mutual assistance (Article 27) and extradition (Article 24) under the Convention on Cybercrime.</p>	<p>12. <i>Fonctionnement du réseau de points de contact 24/7 et le répertoire complémentaire des autorités pour l'extradition et l'assistance mutuelle (Action 2.3 du programme de travail)</i></p> <p><i>Les membres du T-CY sont invités à examiner une mise à jour du Secrétariat sur le fonctionnement du réseau de points de contact 24/7 et le répertoire complémentaire des autorités pour l'assistance mutuelle (article 27) et l'extradition (article 24) dans le cadre de la Convention sur la cybercriminalité.</i></p>
<p>16h30</p>	<p>13. Meetings with stakeholders*</p>	<p>13. <i>Réunions avec les parties prenantes*</i></p>

	T-CY members are invited to consider organising a meeting with civil society, the private sector and other relevant stakeholders to exchange views and share information on 12 November 2025.	<i>Les membres du T-CY sont invités à envisager l'organisation d'une réunion avec la société civile, le secteur privé et d'autres parties prenantes afin d'échanger des points de vue et de partager des informations le 12 novembre 2025.</i>
17h00	14. Any other business	<i>14. Questions diverses</i>
17h15	15. Date of the 33 rd T-CY Plenary* T-CY members are invited to decide on the proposal to hold T-CY 33 on 12-14 November 2025.	<i>15. Date de la 33^{ème} session plénière du T-CY* Les membres du T-CY sont invités à se prononcer sur la proposition de tenir la 33^{ème} session plénière du 12 au 14 novembre 2025 à Strasbourg.</i>
17h15	16. Conclusions	<i>16. Conclusions</i>

Annexe 2 : Liste des participants

LISTE DES PARTICIPANTS EN LIGNE ET EN PERSONNE

Comité de la convention sur la cybercriminalité (T-CY)
32nd) Plénière T-CY

Palais de l'Europe, Strasbourg, France, et en ligne (Kudo)

2-3 juin 2025

BUREAU DU T-CY

No.	COUNTRY	Name and SURNAME	Position and Institution
1.	PORTUGAL	Pedro VERDELHO	T-CY Chair, Prosecutor, Director of the Cybercrime Office, Prosecutor General's Office
2.	AUSTRALIA	Nathan WHITEMAN	T-CY Vice-Chair, Director (Cybercrime and Child Abuse Policy), High Tech Crime Branch, Attorney-General's Department
3.	BENIN	Sêvi Rodolphe ADJAÏGBE	Head of Cyberdiplomacy Partnership and Legal Affairs National Center of Digital Investigations
4.	BRAZIL	Fernanda TEXEIRA SOUZA DOMINGOS	Federal Prosecutor, Coordinator of the Advisory Group on Cybercrime, Federal Prosecution Service

No.	COUNTRY	Name and SURNAME	Position and Institution
5.	FIJI	Tupou'tuah BARAVILALA	Acting Permanent Secretary for Communications and Director-General, Digital Government, Transformation Cybersecurity and Communications, Ministry of Communications
6.	GEORGIA	Givi BAGDAVADZE	Head of the International Affairs Unit, Office of the Attorney General
7.	SWEDEN	Alexander FASSIHI	Legal Adviser Division for Criminal Cases and International Judicial Cooperation Ministry of Justice
8.	SWITZERLAND	Sara PANGRAZZI	Legal Officer, Federal Office of Justice
9.	UNITED STATES OF AMERICA	Jane LEE	United States Department of Justice

MEMBRES DU T-CY

No.	COUNTRY	Name and SURNAME	Position and Institution
10.	ALBANIA	Denisa ASKO	Prosecutor, Prosecution Office of Tirana
11.	ALBANIA	Elsonida RAMA	Director, General Directorate for Codification and Harmonization of Legislation, Ministry of Justice

No.	COUNTRY	Name and SURNAME	Position and Institution
12.	ALBANIA	Diana Stillo SILA	Head of International Treaties and Judicial Cooperation Unit, Ministry of Justice
13.	ARGENTINA	Mariela BONDAR	Coordinator on International Criminal Cooperation, Central Authority
14.	ARGENTINA	María FERRETTI	Legal Advisor, Ministry of Justice and Human Rights
15.	ARGENTINA	Juan Ignacio HERRERO LO GIUDICE	Embassy Secretary, Ministry of Foreign Affairs, International Trade and Worship
16.	ARGENTINA	Carolina MAGLIONE	Legal adviser, Undersecretary of Criminal Policy, Ministry of Justice
17.	ARGENTINA	Guido Edmundo VALENTI ARGÜELLO	Chief of Staff to the Undersecretary of Criminal Policy, Ministry of Justice
18.	ARMENIA	Arsen ELOYAN	Head of the 3rd Division of the Cybercrime Department, Ministry of Internal Affairs
19.	ARMENIA	Kristine GABUZYAN	Prosecutor, Prosecutor General's Office
20.	ARMENIA	Hayk SARIBEKYAN	General Department of Investigation of Particularly Important Cases, Department for Investigation of Crimes on Human Trafficking against Sexual Immunity of Juveniles and Illegal Turnover of Drugs, Investigation Committee

No.	COUNTRY	Name and SURNAME	Position and Institution
21.	AUSTRALIA	Nithya EVERS	Senior Legal Officer - Cybercrime and Child Abuse Policy Section, Attorney-General's Department
22.	AUSTRIA	Judith HERRNFELD	Public Prosecutor, Ministry of Justice
23.	AZERBAIJAN	Orkhan MUSTAFAZADE	-
24.	AZERBAIJAN	Huseyn HASANOV	-
25.	BELGIUM	Frederik DECRUYENAERE	Advisor – Head of Office, Ministry of Justice
26.	BELGIUM	Jan KERKHOFS	Federal Magistrate, Head of the Cyber Unit, Federal Prosecutor's Office
27.	BENIN	Adéfounkè Diane Grâce ASSIKIDANA	Chargée d'Etudes, Statistiques et Formation, Centre National d'Investigations Numériques
28.	BOSNIA AND HERZEGOVINA	Sabina BARAKOVIC	Expert Adviser, Ministry of Justice
29.	BOSNIA AND HERZEGOVINA	Mirza JAMAKOVIĆ	Expert adviser – Investigator, Prosecutor's Office

No.	COUNTRY	Name and SURNAME	Position and Institution
30.	BOSNIA AND HERZEGOVINA	Nermin KERANOVIC	Prosecutor, Prosecutor's Office
31.	BOSNIA AND HERZEGOVINA	Mirela RIKOVIC KOLDZO	Expert Advisor, Ministry of Justice
32.	BRAZIL	Pedro FONTOURA SIMOES PIRES	Deputy Head, Cyber Defence and Security Division, Ministry of Foreign Affairs
33.	BRAZIL	Otavio MARGONARI RUSSO	Director of Cybercrime, Federal Police
34.	CABO VERDE	Daniel MONTEIRO	Attorney, Ministry of Justice
35.	CABO VERDE	Angela RODRIGUES	Judge and Member of National Coordination of Glacy-e
36.	CAMEROON	Jean-Yves MEYO	Head of IT Security Audit Department, Ministry of Posts and Telecommunications
37.	CAMEROON	Célestin-Roger TSADJIA	Diplomat, Ministry of External Relations
38.	CANADA	Laurence HORTAS LABERGE	Lawyer, Global Affairs

No.	COUNTRY	Name and SURNAME	Position and Institution
39.	CANADA	Jessica JAHN	Cybercrime Coordinator, Global Affairs
40.	CANADA	Anne-Marie LE BEL	Senior Legal counsel, Department of Justice
41.	CANADA	Kamen MARKOV	Legal counsel, Department of Justice
42.	CANADA	Jacqueline PALUMBO	Senior General Counsel and Head, Treaty Negotiations, Department of Justice
43.	CANADA	Gareth SANSOM	Deputy Director, Criminal Law Policy Section, Department of Justice
44.	CHILE	Pablo CASTRO	Cybersecurity coordinator, Ministry of Foreign Affairs
45.	CHILE	Nicolas NUÑEZ	Prosecutor, Public Ministry
46.	CHILE	Marcela TOLEDO	Director of the Economic Crimes, Cybercrime and Money Laundering Unit, Public Ministry
47.	COLOMBIA	Lenar Armando COLMENAREZ DUQUE	Special Prosecutor for Cybercrime

No.	COUNTRY	Name and SURNAME	Position and Institution
48.	COLOMBIA	Adriana Marcela MERCADO CRUZ	Head of International Affairs, Office of the Attorney General
49.	COLOMBIA	Leivy Carolina PEREZ TORRES	Special Prosecutor for Cybercrime
50.	COLOMBIA	Mónica PEÑA ARAUJO	Ministry of Foreign Affairs
51.	COSTA RICA	Juan Carlos CUBILLO MIRANDA	Deputy General Prosecutor, Public Ministry
52.	COSTA RICA	Fabiola LUNA DURÁN	Public Prosecutor, Public Ministry
53.	COTE D'IVOIRE	Anet Richard ANGBONON	Magistrate, Ministry of Justice
54.	CROATIA	Ivan GLAVIĆ	Deputy State Attorney, Attorney's Office
55.	CZECH REPUBLIC	Jakub PASTUSZEK	Head of Unit, Ministry of Justice
56.	DOMINICAN REPUBLIC	Carlos LEONARDO	Director of the National CSIRT

No.	COUNTRY	Name and SURNAME	Position and Institution
57.	DOMINICAN REPUBLIC	Cesar MOLINÉ	Cybersecurity Director, INDOTEL
58.	DOMINICAN REPUBLIC	Claudio PEGUERO	Ambassador for Cyber Affairs, Ministry of Foreign Affairs
59.	ECUADOR	Augustin FORNELL	Ambassador
60.	ECUADOR	Jeanneth TADEO	Third Secretary of the Ecuadorian Foreign Service, Ministry of Foreign Affairs and Human Mobility
61.	ESTONIA	Markko KÜNNAPU	Adviser, Ministry of Justice
62.	FINLAND	Anu JAAKKOLA	Senior Detective Superintendent, National Bureau of Investigation
63.	FRANCE	Alexandre FAIDY	Desk Officer, Ministry for Europe and Foreign Affairs
64.	FRANCE	Representative	Legal Officer, Ministry of Justice
65.	GEORGIA	Natia JAPARIDZE	-

No.	COUNTRY	Name and SURNAME	Position and Institution
66.	GERMANY	Stanislaw OPEL	Judge and Legal Experts, Federal Ministry of Justice
67.	GHANA	Divine AGBETI	Director General, Cyber Security Authority
68.	GHANA	Comfort AGYEMANG DUAH	Deputy Manager, Legal and Compliance, Council of the European Union
69.	GHANA	George EDUAH BEESI	Head Law Enforcement and Liaison Unit, Cyber Security Authority
70.	GHANA	Alexander OPPONG	Director, Capacity Building & Awareness Creation, Cyber Security Authority
71.	GREECE	Georgios GERMANOS	Police Major, Cybercrime Investigator, Hellenic Police, Ministry of Citizen Protection
72.	GRENADA	Edmund BURKE	Digital ICT Director
73.	GRENADA	Francisca NOEL	Head of Digital Forensics, Royal Grenada Police Force
74.	GRENADA	Allan JAMES	ICT Manager and Inspector of Police, Royal Grenada Police Force

No.	COUNTRY	Name and SURNAME	Position and Institution
75.	ICELAND	Kristín JÓNSDÓTTIR	Legal Adviser, Ministry of Justice
76.	HUNGARY	Blanka KORSÓS	International Administrator, Ministry of Interior
77.	ITALY	Francesco CAJANI	Public Prosecutor, Prosecutor's Office at the Court of Law
78.	JAPAN	Ryunosuke AOKI	-
79.	JAPAN	Hiroaki HIRAYAMA	Assistant Director, Cyber Policy Planning Division, Cyber Affairs Bureau, National Police Agency
80.	JAPAN	Rina ITO	-
81.	JAPAN	Yuki MURAYAMA	Section Chief, Cyber Policy Planning Division, Cyber Affairs Bureau, National Police Agency
82.	JAPAN	Karen OHASHI	Attorney, Criminal Affairs Bureau, Ministry of Justice
83.	JAPAN	Haruna SENZAKI	Deputy Director, International Safety and Security Cooperation Division, Foreign Policy Bureau, Ministry of Foreign Affairs

No.	COUNTRY	Name and SURNAME	Position and Institution
84.	JAPAN	Hitomi UEHARA	Deputy Director, Treaties Division, Ministry of Foreign Affairs
85.	KIRIBATI	Domingo KABUNARE	Policy and central coordination for Cybercrime, Ministry of Information, Communications and Transport
86.	KIRIBATI	Rheisel TEATAA TEKALE	Legal Officer, Ministry of Information, Communications and Transport
87.	LATVIA	Olegs OLINS	Senior Inspector, State Police
88.	LIECHTENSTEIN	Lena Maria KLEIN	Diplomatic Officer, Liechtenstein Office for Foreign Affairs
89.	LITHUANIA	Michail ZAJAC	Head of the Fifth Serious and Organised Crime Investigation, Lithuanian Criminal Police Bureau
90.	LUXEMBOURG	Patrick THILL	Legal Expert, Ministry of Justice
91.	MALTA	Nathaniel Anton GAUCI	Lawyer, Attorney General's Office
92.	MAURITIUS	Baungally RAJKUMAR	Assistant Solicitor General, Attorney General's Office

No.	COUNTRY	Name and SURNAME	Position and Institution
93.	MAURITIUS	Rajesh Sharma RAMLOLL	Attorney General's Office
94.	MOLDOVA	Adrian BORDIANU	Prosecutor, General Prosecutors Office
95.	MOLDOVA	Victor COZER	Principal Officer, National Inspectorate of Investigation
96.	MOLDOVA	Victor LAPUSNEANU	Head of Multilateral Cooperation Directorate, Ministry of Foreign Affairs
97.	MOLDOVA	Representative	Prosecutor, Prosecutor's Office for Combating Organised Crime and Special Cases
98.	MONACO	Samy DOUIDER	Head of Section, Directorate of Judicial Services
99.	MONACO	Morgan RAYMOND	Deputy general prosecutor, General Prosecutor Office
100.	MONTENEGRO	Blagoje GLEDOVIC	Director General for International Cooperation and MLA, Ministry of Justice
101.	MOROCCO	Samir EL GHALMI	Magistrate, Director of Cooperation, Higher Institute of the Judiciary

No.	COUNTRY	Name and SURNAME	Position and Institution
102.	MOROCCO	Mohamed Amine JARDANI	-
103.	MOROCCO	Mohammed MOUNIR	Chief of Cybercrime Department, Royal gendarmerie
104.	MOROCCO	Mohamed SASSI	Head of Office, General Directorate for Territorial Surveillance (DGST), Ministry of Interior
105.	MOROCCO	Abdelaziz SLIMANI	-
106.	MOROCCO	Representative	Head of Cybercrime Unit, Public Prosecution Office
107.	MOROCCO	Abdeljalil TAKI	Prefect of Police, General Directorate for Territorial Surveillance (DGST), Ministry of Interior
108.	NETHERLANDS	Yoni DEKKER	Policy Advisor, Law Enforcement Department
109.	NETHERLANDS	Laetitia KRÖNER	Senior Policy Advisor, Ministry of Justice and Security
110.	NIGERIA	Jamila AKAAGA ADE	Federal Ministry of Justice

No.	COUNTRY	Name and SURNAME	Position and Institution
111.	NIGERIA	Leyii MIKKO	Federal Ministry of Justice
112.	NIGERIA	Daniel NWAKA	Cybercrimes Investigator, Economic and Financial Crimes Commission
113.	NORTH MACEDONIA	Ana GOGOVSKA JAKIMOVSKA	Public prosecutor, Public Prosecutor's Office
114.	NORTH MACEDONIA	Nikolina MIKESKA KOSTADINOVSKA	Head of Sector, Ministry of Justice
115.	NORTH MACEDONIA	Vladimir MILOSHESKI	Public Prosecutor, Public Prosecutor's Office
116.	NORWAY	Quyên THI THUY NGUYEN	Ministry Advisor, Ministry of Justice and Public Security
117.	NORWAY	Eirik Trønnes HANSEN	Senior Adviser, National Criminal Investigation service
118.	PANAMA	Igor BLANCO	Prosecutor, Public Ministry
119.	PARAGUAY	Norma Nathalia CHÁVEZ SOLIS	Prosecutor for the Specialised Unit for Cybercrime, Public Ministry

No.	COUNTRY	Name and SURNAME	Position and Institution
120.	PARAGUAY	Matilde MORENO	Deputy Prosecutor for Cybercrime, Public Ministry
121.	PERU	Aurora CASTILLO FUERMAN	Head of the Specialised Cybercrime Prosecution Unit, Public Ministry
122.	PERU	Flor De Liz TICA	Deputy Director for United Nations, Ministry of Foreign Affairs
123.	PHILIPPINES	Robinson LANDICHO	Deputy City Prosecutor, Department of Justice
124.	PHILIPPINES	Jose Midas MARQUEZ	Associate Justice, Supreme Court of Justice
125.	PHILIPPINES	Rainelda MONTESA	Judge, Supreme Court of Justice
126.	POLAND	Tomasz IWANOWSKI	Deputy Director of Cybercrime Department, National Prosecutor's Office
127.	ROMANIA	Magdalena IONESCU	Legal personnel assimilated to judges and prosecutors, Ministry of Justice
128.	SENEGAL	Malick DIA	Magistrate, Deputy Director of Criminal Affairs and Pardons, Ministry of Justice

No.	COUNTRY	Name and SURNAME	Position and Institution
129.	SENEGAL	Mamadou MBENGUE	-
130.	SENEGAL	Papa Assane TOURE	General State Inspector
131.	SERBIA	Branko STAMENKOVIC	Public Prosecutor, Head of the Department for MLA and Cybercrime, Supreme Public Prosecution Office
132.	SIERRA LEONE	Lucy Joanica ALLIEU	Legal Affairs and Strategy Specialist, National Cybersecurity Coordination Centre (NC3)
133.	SIERRA LEONE	Aruna JALLOH	State Counsel, Office of the Attorney-General and Minister of Justice
134.	SIERRA LEONE	Mariama Saijay YORMAH	National Cybersecurity Coordinator
135.	SLOVAKIA	Peter KYSEL	Prosecutor, General Prosecutor's Office
136.	SLOVAKIA	Katarína ZGRADOVA	General State Advisor, Ministry of Justice
137.	SPAIN	Pedro PÉREZ ENCISO	Prosecutor, Ministry of Justice

No.	COUNTRY	Name and SURNAME	Position and Institution
138.	SPAIN	José Luis PÉREZ MANZANO	Capitaine, Cyber intelligence Group, Technical Unit of the Judicial Police
139.	SPAIN	Maria Elvira TEJADA DE LA FUENTE	Head of the Cybercrime Prosecutor's Office, General Prosecutor's Office
140.	SPAIN	Juan Carlos SANCHO DOMINGUEZ	Head of Cybercrime Department, National Police
141.	SRI LANKA	Shammi HEWAMADDUMA	Lead Information Security Engineer, CERT
142.	SRI LANKA	Wendala Gamaralalage Subhani Sulochana KEERTHIRATNE	Director, Financial Intelligence Unit, Central Bank
143.	SRI LANKA	Hiranya PERERA	Legal Senior Assistant Secretary, Ministry of Justice and National Integration
144.	SWEDEN	Maja KULLINGER	Senior Public Prosecutor, Swedish Economic Crime Authority
145.	SWITZERLAND	Representative	-
146.	TONGA	Madeleine LAVEMAI	Crown Counsel, Attorney General's Office

No.	COUNTRY	Name and SURNAME	Position and Institution
147.	TONGA	Lute LEKI	Legal Officer, Ministry of MEIDECC (Meteorology, Energy, Information, Disaster Management, Environment, Climate Change and Communications)
148.	TONGA	Esau Lepa I Matangi TUPOU	Director of Cyber Security, CERT
149.	TUNISIA	Chokri BEN MANSOUR	Director of Legal Affairs and Litigation, Ministry of Communication Technologies
150.	TUNISA	Badie JAZIRI	Magistrate, Special Advisor, Ministry of Justice
151.	TUNISIA	Moez Medhi MAHMOUDI	Director for European Organisations, Ministry of Foreign Affairs, Migration and Tunisians Abroad
152.	TUNISIA	Housseem TOUKABRI	-
153.	TÜRKIYE	Umut Mahmut ADANIR	Ministry of Justice
154.	TÜRKIYE	Muhammed Revaha ÖZTÜRK	International Relations, Turkish National Police - Department of Cybercrime
155.	UKRAINE	Maryna LASTOCHKINA	-

No.	COUNTRY	Name and SURNAME	Position and Institution
156.	UNITED KINGDOM	Elinor THOMAS	Head of Cyber Legislation and Treaties, Home Office
157.	UNITED STATES OF AMERICA	Sheri SHEPHERD-PRATT	Senior Counsel, Department of Justice

PAYS OBSERVATEURS

No.	COUNTRY	Name and SURNAME	Position and Institution
1.	GUATEMALA	William Enrique CAMEROS MARTINEZ	Fourth Deputy Minister of Information and Communications Technology, Ministry of Interior
2.	GUATEMALA	Evelyn Silvana RECINOS HERRERA	IT Director, Ministry of Interior
3.	IRELAND	Oisín HERBOTS	Administrative Officer, Department of Justice
4.	KAZAKHSTAN	Daulet AKHMETOV	Prosecutor, Prosecutor General's Office
5.	KAZAKHSTAN	Azamat KALIASKAROV	Cybercrime, National security committee of Republic of Kazakhstan

No.	COUNTRY	Name and SURNAME	Position and Institution
6.	KENYA	James KIMUYU	Director, National Computer and Cybercrimes Coordination Committee
7.	KENYA	Duncan OKELLO	Deputy Director, Kenya Judiciary Academy
8.	KOREA	Jaeyeong CHO	Inspector, Korean National Police Agency
9.	KOREA	Jung HUR	Assistant Prosecutor General, Supreme Prosecutors' Office
10.	KOREA	Ingi LEE	Senior Investigator, Supreme Prosecutor's Office
11.	KOREA	JiYeon LEE	Director, Senior Prosecutor, Supreme Prosecutors' Office
12.	KOREA	SeungWoo LEE	Prosecutor, Supreme Prosecutors' Office
13.	KOREA	Seyoun LEE	Second Secretary, Embassy of Korea in France
14.	KOREA	Ukseong LIM	Director of Cybercrime Investigation Division, Korean National Police Agency

No.	COUNTRY	Name and SURNAME	Position and Institution
15.	KOREA	Jeeyeon SO	Senior Inspector, Korean National Police Agency
16.	KOREA	Wooseong YANG	Director of international security and cyber affairs division, Ministry of Foreign Affairs
17.	KOREA	Geuk-Hui YIM	Second Secretary, Ministry of Foreign Affairs
18.	MALAWI	Thokozani CHIMBE	Malawi Communications Regulatory Authority
19.	MALAWI	Mabvuto KATEMULA	Chief Legal Officer, Ministry of Foreign Affairs
20.	MEXICO	Eva PIZANO CEJKA	Representative to the Council of Europe
21.	MOZAMBIQUE	Lourino CHEMANE	Chairman of the Board of INTIC, National Institute of Information and Communication Technology (INTIC)
22.	MOZAMBIQUE	Constantino SOTOMANE	Member of Board Directorate, National Institute of Information and Communication Technology (INTIC)
23.	SÃO TOMÉ AND PRINCIPE	Feliciano BONFIM DE MATA	Diretor of Legal and Consular Services, Ministry of State for Foreign Affairs and Communities

No.	COUNTRY	Name and SURNAME	Position and Institution
24.	SÃO TOMÉ AND PRINCIPE	Representative	Judge of the Supreme Court of Justice
25.	SÃO TOMÉ AND PRINCIPE	Valder RAMOS	Public Prosecutor, Prosecution Office
26.	TIMOR-LESTE	Nelinho VITAL	National Director for Legal Affairs, Ministry of Justice
27.	TRINIDAD AND TOBAGO	Samraj HARRIPAUL	Commission Secretary, Law Reform Commission of TT, Ministry of the Attorney General
28.	TRINIDAD AND TOBAGO	Gerard JAGROOP	Legal Counsel, Law Reform Commission of TT, Ministry of the Attorney General
29.	URUGUAY	María Jimena HERNANDEZ VARELA	Legal Advisor, Agency for the Electronic Government and Information Society (AGESIC)
30.	URUGUAY	Luciana VALIENTE	Third Secretary, Ministry of Foreign Affairs
31.	VANUATU	John Graham JACK	Acting Director, Department of Communications and Digital Transformation
32.	VANUATU	Kensly JOSES	CERT Manager, Department of Communications and Digital Transformation

PAYS "OBSERVATEURS" AD HOC

No.	COUNTRY	Name and SURNAME	Position and Institution
1.	ANTIGUA AND BARBUDA	J'Moul FRANCIS	Legal Officer, Ministry of Foreign Affairs, Trade, and Barbuda Affairs
2.	MALAYSIA	Edora Binti AHMAD	Deputy Chief Executive Legal Management, National Cyber Security Agency NACSA
3.	MALAYSIA	Mohamad Haziful Bin AWANG	Federal Counsel, Assistant Director, National Cyber Security Agency NACSA
4.	MALAYSIA	Wan Zuraida Binti WAN NAWAN	Senior Principal Assistant Director, National Cyber Security Agency NACSA
5.	SEYCHELLES	Stephanie DE L'ETOURDIE-SOURIS	Police Sergeant – Digital Data Analyst, Police Force
6.	SEYCHELLES	Beryl PAYET	Director Policy Strategy and Research, Department of Information Communications Technology

ORGANISATIONS OBSERVATEURS

No.	ORGANISATION	Name and SURNAME	Position and Institution
1.	EU COMMISSION	Michele SOCCO	Policy Officer
2.	EUROJUST	Mieke DE VLAMINCK	Judicial Cooperation Advisor
3.	EUROJUST	Peter GOUWY	Senior Judicial Cooperation Advisor
4.	EUROJUST	Sophie GSCHWIND	Prosecutor, Eurojust
5.	EUROJUST	Raluca RACASAN	Judicial Cooperation Officer – Operations Department
6.	INTERPOL	Dong Uk KIM	Coordinator
7.	SELEC	Oguz Serkant AKIN	Director
8.	UNITED NATIONS OFFICE ON DRUGS AND CRIME	Glen PRICHARD	Chief of Cybercrime and Technology Section

COMITÉS DU CONSEIL DE L'EUROPE

No.	Name of the Committee	Name and SURNAME	Position and Institution
1.	Lanzarote Committee	Maria CASTELLO-BRANCO	Second Secretary, Department of Foreign Affairs
2.	Committee of Experts on the Operation of European Conventions on Co-operation in Criminal Matters (PC-OC)	Gabriela BLÁHOVÁ	Director of the International Department for Criminal Matters, Ministry of Justice, Czech Republic

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE L'EUROPE

No.	Name and SURNAME	Position
1.	Albina OVCEARENCO	Head of the Artificial Intelligence Unit, Digital Development Department
2.	Louise RIONDEL	Lanzarote Committee, Council of Europe
3.	Alexander SEGER	Head of the Cybercrime Division, Executive Secretary, Cybercrime Convention Committee

No.	Name and SURNAME	Position
4.	Virgil SPIRIDON	Head of Operations, C-PROC Bucharest
5.	Jan KRALIK	Programme Manager, Cybercrime Convention Committee, Cybercrime Division
6.	Océane TIMONER	Programme Assistant, Cybercrime Convention Committee, Cybercrime Division
7.	Alexandra MOCANU	Senior Finance Officer, C-PROC Bucharest
8.	Catalina STROE	Project Manager, Glacy-e, C-PROC Bucharest
9.	Javier Orlando GOMEZ PRIETO	Project Manager, Glacy-e, C-PROC Bucharest
10.	Elena-Eugenia DUTA	Project Assistant, Glacy-e, C-PROC Bucharest
11.	Alexandra ALBU-CHIRU	Project Assistant, Glacy-e, C-PROC Bucharest
12.	Florentina TOADER	Project Assistant, Glacy-e, C-PROC Bucharest
13.	Jutta DINCA	Project Manager, CyberSPEX Project, C-PROC Bucharest
14.	Iolanda VASILE	Senior Project Officer, CyberSPEX Project, C-PROC Bucharest

No.	Name and SURNAME	Position
15.	Floriane SPIELMANN	Project Assistant, CyberSPEX Project, Cybercrime Division
16.	Nina LICHTNER	Programme Manager, Octopus Project, Cybercrime Division
17.	Cristiana MITEA	Senior Project Officer, Octopus Project, C-PROC Bucharest
18.	Razvan-Daniel OLTEAN	Project Assistant, Octopus Project, C-PROC Bucharest
19.	Elvira SIDOROV	Project Assistant, Octopus Project, C-PROC Bucharest
20.	Giorgi JOKHADZE	Project Manager, CyberEast+ project, Cybercrime Division
21.	Daniel CUCIURIANU	Project Manager, CyberSEE Project, C-PROC Bucharest
22.	Ana ELEFTERESCU	Project Manager, CyberSouth+ Project, C-PROC Bucharest
23.	Monica CIMPEANU	Project Assistant, CyberSouth+ Project, C-PROC Bucharest

INTERPRÈTES

Chloé CHENETIER

Sara ADDLINGTON

Birgit CHRISTENSEN

Nicolas GUITTONNEAU

Michael HILL

Hans-Werner MÜHLE